

Club 27

Berlin, 17 et 18 novembre 2011



Accompagner la transition démocratique dans la région méditerranéenne

Les bouleversements qui se sont déclenchés en Tunisie et qui se sont poursuivis en Egypte ont rapidement atteint l'ensemble de la région méditerranéenne. Des images impressionnantes nous sont parvenues, montrant des hommes luttant pour leurs droits malgré des dangers considérables. A travers eux s'exprime ce qui a été réprimé par l'Etat pendant des décennies : l'aspiration des peuples à la liberté et à une existence dans la dignité. Même s'il n'est pas possible de prévoir comment les différents Etats vont évoluer, les acquis dans le monde arabe ont déjà, à ce jour, pris de l'importance au-delà du cadre de la région méditerranéenne. Ils démontrent que l'aspiration à la liberté n'est pas restreinte à certains espaces culturels.

L'Europe est liée de multiples manières à la région du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Un voisinage constitutionnellement démocratique, stable et prospère est dans son intérêt vital. C'est le devoir de l'Europe de reconnaître la signification historique des acquis du monde arabe et de les soutenir par l'intermédiaire de propositions qui soient adaptées dans le temps et dans leur portée. Un développement politiquement et économiquement positif de la région est synonyme de multiples nouvelles possibilités de coopération dans les domaines économique, technologique ainsi que social et culturel.

Le déclencheur principal des protestations n'était pas seulement une participation politique limitée, mais également un développement économique et social stagnant, sans perspective pour une population jeune et en forte augmentation. Cette jeunesse en partie bien formée dans plusieurs Etats de la région est un point de départ pour des efforts communs dans l'objectif d'un meilleur développement économique. Si l'on parvient à mettre fin aux fortes tensions sociales par la voie pacifique, cet apaisement aura également des conséquences positives sur l'Europe. L'arrivée continue en Europe, ces dernières décennies, d'hommes et de femmes en provenance de la région méditerranéenne, peut être changée en une migration régulée, intelligente. L'extrémisme islamiste, qui est une réponse violente à l'échec de la modernisation de la région et qui menace aussi l'Europe, ne peut pas l'emporter. Les transformations régionales font aussi naître l'espoir d'une répercussion positive sur le comportement d'Israël envers ses voisins. Sur le long terme, la sécurité de l'Etat d'Israël ne peut être obtenue qu'à travers une politique qui tend à la modération et à la compréhension réciproque.

Malgré des similarités eu égard à leur composition ethnique, leur tradition culturelle et leur construction étatique, les Etats du monde arabe présentent des différences non négligeables. Tandis que l'aspiration à la liberté et à une existence dans la dignité est un fil rouge dans la transformation de tous les Etats, les situations politiques actuelles sont très diverses à travers la région. En Egypte et en Tunisie, un processus

d'ensemble de transformation politique et économique a débuté, dont l'issue reste néanmoins encore largement ouverte. La Libye, après la chute de Kadhafi, a la tâche de poser les fondamentaux d'un Etat de droit et d'un ordre démocratique. Du Maroc à la Jordanie jusqu'au Golfe, on essaie de répondre à la pression pour le changement qui émerge de la société par un processus de réforme constitutionnelle. L'Union européenne et ses Etats membres doivent réagir précisément à ces évolutions diverses et soutenir les forces réformatrices.

La situation en Syrie est très inquiétante. Le régime d'Al-Assad réprime toujours le peuple syrien avec brutalité et violence, et refuse tout simplement de satisfaire à des revendications légitimes. Le président Al-Assad, à qui la responsabilité de la situation incombe, a perdu toute légitimité et ne peut plus revendiquer la direction du pays. C'est pourquoi davantage de sanctions européennes, fermes, sont nécessaires. L'ensemble de la communauté internationale doit isoler la Syrie à l'ONU.

A travers la politique européenne de voisinage, l'Union européenne dispose des instruments pour soutenir les transformations dans le monde arabe. Ces instruments comprennent les initiatives en matière de politique étrangère que les gouvernements des Etats membres de l'Union européenne ont prises au cours des derniers mois. C'est l'occasion pour l'Union pour la Méditerranée de prouver sa valeur ajoutée institutionnelle à travers son soutien aux processus de réforme.

Face aux gouvernements et aux sociétés arabes, l'Union européenne doit plaider avec détermination en faveur de la démocratie, de l'Etat de droit et des Droits de l'Homme. Les parlements nationaux et les familles politiques européennes devraient soutenir ces revendications avec véhémence et attirer l'attention de l'opinion publique sur ce sujet. Dans la phase actuelle, il s'agit de soutenir tout particulièrement la consolidation des systèmes de partis, l'élaboration de nouvelles Constitutions et la préparation d'élections libres. Nous pouvons aussi proposer notre aide en ce qui concerne la mise en place d'une justice et d'une police indépendantes, ainsi que d'armées qui ont intériorisé le primat de la politique. Les fondations européennes contribuent significativement à l'éducation civique de la société, ainsi qu'en ce qui concerne le conseil auprès des partis et l'identification de nouveaux partenaires de coalitions pour nos partis politiques. Par ailleurs, la protection des minorités doit faire l'objet d'une attention particulière. L'objectif est d'empêcher de nouveaux massacres des communautés chrétiennes dans la région méditerranéenne à travers une égalité légale et une meilleure intégration.

Les propositions concernant l'amélioration de la situation économique devraient se concentrer sur les domaines de l'éducation, de l'agriculture et de l'énergie. Il s'agit maintenant de renforcer les institutions sur place et d'améliorer l'intégration des jeunes sur le marché du travail. En ce sens, la formation professionnelle ne doit pas être négligée. En coopération avec les chambres de commerce respectives, l'entrepreneuriat européen peut se positionner en tant que modèle en ce qui concerne la formation et l'emploi de professionnels qualifiés. Le renforcement d'une agriculture locale, qui soit capable à moyen terme de nourrir une population croissante, est un objectif important. Concernant le soutien à la production agricole, une ouverture des marchés agricoles de l'Union européenne est également nécessaire. Ces objectifs doivent être inclus dans la réforme de la PAC pour 2013. Une coopération étroite dans le domaine de la production de l'énergie peut également être un moyen de soutenir la région méditerranéenne. L'utilisation de l'énergie solaire, tout particulièrement, présente un potentiel pour un partenariat économique durable entre le Nord et le Sud.